

NOTE  
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
----  
S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

**OBJET : La crise agricole vue par les Français**

Des remontées d'opinion – encore incomplètes – recueillies à ce stade, deux points de crispation semblent émerger :

- La peur du licenciement, qui semble être la plus forte. Le PJL a été compris comme « facilitant » le licenciement (et non comme « stabilisant » les règles), donc comme « fragilisant » les situations.

C'est sans doute le point le plus dur, car il réveille un raisonnement reptilien : on sent le danger (vital pour tous ceux qui se sentent déjà fragilisé et pensent ne pas retrouver d'emploi s'ils perdaient le leur), on recule instinctivement. Précisément parce qu'il s'agit d'un raisonnement réflexe, il est très difficile de contre-argumenter rationnellement.

- Le procès en trahison de la gauche, même s'il semble venir davantage des personnes engagées sinon militantes (de ce que l'on voit dans les courriers). On le voit se développer avec tout le champ lexical du « recul » et du « retour en arrière » largement mobilisé par les gens pour parler de cette loi.

Le fait que tout ce qui touche au volet protection (CPA etc.) n'ait pas été relayé dans les médias empêche de se former le discours inverse d'un « nouveau modèle » à bâtir qui garde un équilibre.

Ce sentiment de manque de sens idéologique n'est pas non plus compensé par la priorité emploi (pourtant « première des injustices » pour la gauche etc.) : car 30% estiment que cette mesure permettra de créer des emplois ; alors que 70% pensent qu'elle est une menace pour les droits des salariés. Le ressenti à ce stade est donc que l'on impose des sacrifices réels pour des bénéfices très hypothétiques.

Les autres points de cristallisation semblent plus marginaux (barémisation des prud'hommes – sauf lorsqu'on en comprend « diminution » nette – ; heures sup ; pouvoir accru de négociation en entreprise y compris référendum – largement approuvé).

En termes d'opinion :

- Nous pourrions mieux insister sur l'objectif de créations d'emplois, pour renforcer la « justification » de la démarche. Mais l'incrédulité restera forte au regard de notre historique, sauf si nous parvenions à le présenter comme quelque chose de tellement « nouveau » que cela réveille le bénéfice du doute.
- La difficulté principale reste le sentiment « d'insécurisation » qui a été réveillé. Nos marges pour contre-argumenter sur le fond et rassurer rationnellement les gens paraissent limitées précisément car il ne s'agit pas d'un réflexe rationnel : si le projet est dès le début perçu comme « teinté » d'un danger de cette nature, il le restera quoi que l'on dise.

Mieux vaudrait mettre en scène et assumer des « corrections » sur la mesure licenciement pour tenter de remettre à zéro certaines perceptions ; dans la présentation de cette nouvelle version bannir

absolument le récit de la « facilitation » (et le réfuter lorsqu'il émerge) pour celui de la « stabilisation » ; si possible assez vite pour avoir une chance de réintroduire le PJJ sous un prisme plus favorable, avant que les perceptions ne soient entièrement figées (une fois que le danger identifié, il sera beaucoup plus difficile à extraire).

- L'angle de la sécurisation de la mobilité et de la formation peut être un autre vrai point d'accroche. L'envie de mobilité et de formation est réelle, y compris auprès des milieux populaires fragilisés. Mais le système actuel est trop compliqué (ils ne savent pas trouver les bonnes informations) et très insécurisant (ils ne savent pas ce qu'il y a derrière : sentiment de se jeter d'une falaise en essayant d'agripper la paroi d'en face...).

Pouvoir proposer de sécuriser de façon claire la mobilité et la formation serait un vrai levier pour dégonfler des peurs. Peut-on reprendre et insérer le CPA (à ce stade pas du tout mémorisé) dans un « plan » ou un « programme » plus large et plus visible « d'évolution et de sécurisation personnelle » ?

Proposer « d'ajouter » quelque chose au projet actuel plutôt que de « retrancher » permettrait également de combattre le récit du « retour en arrière / détricotage » qui sera impossible à tenir.

Je ne sais pas si nous avons encore beaucoup de marges pour contre-argumenter rationnellement sur l'absence d'insécurisation supplémentaire. Idem sur

De ma fenêtre, je vois a priori deux pistes pour tenter de cautériser les peurs dans l'opinion :

La crise agricole a été **bien notée par les Français** : on en retrouve des traces nombreuses dans les verbatims de mémorisation d'actualité.

1. Les accusations de « **manque de fermeté** » du gouvernement face aux blocages et destructions existent, mais sont **extrêmement rares**. On trouve **bien davantage de soutiens** : « *Les agriculteurs qui ont bloqué les routes je leur donne raison* ». « *Les agriculteurs je suis d'accord avec eux, même s'il ne faut pas tout casser non plus. Bon après, s'ils ne font pas ça, ils ne sont pas entendus, alors je les comprends aussi* ». A noter **l'absence de mentions spontanées du drame de l'Aveyron**.
2. Comme cet été, le soutien de l'opinion à ces manifestations repose moins sur des considérations liées à l'agriculture elle-même que sur une **identification aux difficultés d'un « travail dur qui ne paie pas »**. « *Ils travaillent 70 heures par semaine et ne gagnent même pas le smic* ». « *Le droit à des prix rémunérateurs* ». « *Ils ne vivent pas de leur travail* ». « *Plus ils bossent, et moins ils gagnent* ». « *Je sais très bien que leur travail est très difficile et ils n'en vivent plus* ».

Les agriculteurs réactivent le mécanisme des grèves par procuration (qui ne fonctionne plus pour les autres catégories de travailleurs) : **on les soutient pour protester contre les dysfonctionnements d'un système qui ne reconnaît plus le travail « à sa juste valeur » et ne rémunère plus l'effort**.

Les difficultés des agriculteurs deviennent la **preuve que « on n'est pas capable d'aider les travailleurs dans notre pays »**. « *Ils travaillent beaucoup et ils ne sont pas payés, c'est normal qu'ils manifestent, et il y a beaucoup de gens qui devraient aller dans la rue* ». **Alors même que l'on laisserait prospérer**

**parallèlement des dérives :** « *Les agriculteurs, alors eux je les défends : ils veulent gagner leur vie par le travail. Et non par les aides* ».

- **Justifier l'activisme déployé non seulement pour répondre à la crise agricole mais aussi par volonté de faire tout pour soutenir ceux qui « travaillent dur » et « ne gagnent pas assez » pourrait être entendu bien au-delà du monde agricole** – alors que nous sommes régulièrement soupçonnés de ne pas être suffisamment attachés à la valorisation du travail.

- 3. Les mesures proposées la semaine dernière ont une notoriété assez bonne** (73% des Français en ont entendu parler, dont 33% savent précisément de quoi il s'agit), notamment dans les zones rurales (84%, alors que seulement 65% des parisiens sont au courant de ces mesures).

Manifestement, le gouvernement a **donné l'impression d'agir, mais plus de façon superficielle qu'en traitant les causes structurelles de la crise :**

- 50% des Français jugent ainsi que « *ces aides permettront aux agriculteurs les plus en difficulté de surmonter au moins temporairement leurs difficultés* », contre 49% qui pensent le contraire.
- **36% jugent que ces mesures « sont un vrai geste du Gouvernement envers les agriculteurs »**. Compte tenu de la formulation de la question, 36% est déjà un pourcentage honorable, suggérant cependant que cela n'est pas « suffisant ».

A chaque fois, **les habitants des communes rurales ont un jugement beaucoup plus dur** sur les mesures gouvernementales que les urbains.

**On voit surtout dans les verbatims l'impression que le gouvernement n'agit pas à la racine :** « *Le gouvernement a pris certaines mesures qui ne me semblent pas suffisantes* ». « *C'est bien les hommes politiques qui essaient de dire qu'on va baisser les charges, mais le souci il n'est pas que là* ». « *On leur donne une réponse à court terme, il n'y a pas de projet ou de réflexion à long terme* ».

Ce sentiment de se contenter d'une réponse d'urgence était déjà présent cet été ; son souvenir semble réactivé : « *Le gouvernement leur avait fait des promesses aux agriculteurs. Je ne sais même pas s'il les a tenues ses promesses, tout ce que je sais c'est que pour l'instant les agriculteurs ne sont pas contents* ».

- 4. Les causes plus profondes identifiées spontanément par l'opinion sont avant tout les « intermédiaires »** (le mot revient souvent) et les grandes surfaces (« *les grandes surfaces se gavent et eux n'ont rien* ») ; dans une moindre mesure les politiques européennes. A noter cependant sur ce dernier point un raisonnement qui semble émerger après la scénarisation de D. Cameron : s'il suffit de menacer pour obtenir quelque chose, pourquoi ne le faisons-nous pas ? (« *L'Angleterre va réussir à négocier pour éviter un brexit, et la France n'est pas capable de négocier pour ses agriculteurs* »).

- **Ce qui pourrait être dit sur l'organisation des filières ou l'aide aux circuits courts** (dont l'attrait paraît réel aux yeux des Français, court-circuitant le principal problème qu'ils identifient sans nuire au pouvoir d'achat - qui reste une ligne rouge) **pourrait être entendu par l'opinion et minorer le sentiment que les solutions apportées ne sont que d'urgence ; de même qu'une réaffirmation de principe de la défense ferme de nos intérêts agricoles en Europe** - et du bilan conséquent obtenu, à notre manière qui n'a pas besoin d'être celle des Britanniques pour être aussi efficace.